

Baisse du taux d'inflation vs Réalités sur terrain

(page 4)



Au Burundi, au quatrième trimestre 2025, le taux d’inflation a nettement reculé, passant de 34,2 % à 21,7 % par rapport au trimestre précédent.

GOUVERNANCE	EDUCATION	ECONOMIE
 Fuite des cerveaux Comment maîtriser ce fléau ? (page 2)	 Enseignants Les salaires dérisoires des enseignants, la raison de leur mécontentement (page 3)	 Exportation des minerais La transparence progresse, mais des questions persistent sur les recettes (page 5)

Editorial

Fuite des cerveaux, la cherté de la vie y contribue beaucoup



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

L'ampleur des fonctionnaires qui sont en train d'abandonner leur métier pour aller chercher de l'emploi dans les autres pays en Afrique, en Europe, en Asie, etc en vue d'améliorer leurs conditions de vie inquiète plus d'un. Les secteurs les plus touchés sont l'éducation et la santé.

Les statistiques avancées par le ministre en charge de l'éducation estiment à 1800 l'effectif des enseignants démissionnaires dans les écoles fondamentales et post fondamentales et 47 à l'Université du Burundi.

Les départs des Burundais vers les autres pays s'observent dans tous les secteurs que ce soit public ou privé. Et l'objectif est le même. Il s'agit de la recherche de l'emploi plus rémunérateur pour booster leur niveau de vie. Ce qui déplaît aux syndicalistes, aux enseignants et aux parents des apprenants est que le gouvernement ne semble beaucoup préoccupé par ce fléau.

Il ne compte pas trouver une solution à ce problème dans l'immédiat, car le ministre en charge de l'éducation a précisé ces derniers jours à la radio Nderagakura que le gouvernement ne prévoit rien dans le budget de

l'Etat pour booster les salaires des enseignants. Ce qui le préoccupe est seulement l'harmonisation des salaires. Pourtant, cette situation inquiète les élus du peuple. Dans la plénière du 26 février 2026 dont l'invité du jour était le ministre en charge de la fonction publique, les parlementaires se sont inquiétés du départ des fonctionnaires vers les autres pays tels que Dubaï, Kenya, Zambie, Mozambique, Afrique du Sud, les pays de l'Europe, etc.

Les conséquences sont fâcheuses, car le départ de ces fonctionnaires laisse des vides dans pas mal de services de l'Etat et du secteur privé.

Selon les syndicalistes, la stratégie annoncée par l'Etat de remplacer les enseignants qui sont partis risque de ne pas être efficace et rentable, car même les nouveaux enseignants recrutés pourront ne pas résister à la cherté de la vie. Et juste après, ils vont prendre la clé des champs comme leurs aînés.

La meilleure solution est de rendre stables les prix des produits et des services sur le marché. Cela permettra l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires en particulier et de la population en général ainsi que de leur bien-être.

GOUVERNANCE

Fuite des cerveaux

Comment maîtriser ce fléau ?

L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) déplore le fait que beaucoup de fonctionnaires sont en train d'abandonner leur métier. Le pire est que cette situation crée un grand vide dans pas mal de services publics. Freiner cette hémorragie est une urgence. Jérôme Habonimana, enseignant-chercheur de niveau Master en Sciences Économiques et de Gestion propose des pistes de solution pour endiguer ce fléau

Dans un entretien avec Pierre Nduwayo, président de l'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO), il est ressorti que le phénomène de fuite de cerveaux est très préoccupant au Burundi pour plusieurs raisons.

Beaucoup de domaines d'une importance capitale se vident au quotidien de leurs cadres les plus qualifiés : les prestataires de soins de santé, les meilleurs ingénieurs dans des domaines variés, les enseignants à tous les niveaux, etc. L'ABUCO déplore que ce vide n'est pas facile à combler.

Nduwayo explique que la raison principale de ce fléau est liée aux conditions salariales. Aujourd'hui, le salaire perçu est dérisoire et ne peut plus couvrir les besoins vitaux tels que le logement, l'alimentation, les soins de santé, la scolarité des enfants, etc.

Des mesures d'urgence, une nécessité

Nduwayo demande à l'Etat de prendre des mesures urgentes pour freiner cette hémorragie car les conséquences sont fâcheuses.



Pierre Nduwayo, président de l'ABUCO : «Il est ressorti que le phénomène de fuite de cerveaux est très préoccupant au Burundi»

Le pays perd des cadres dont il a fortement besoin pour se développer. Il précise que sans des domaines éducatifs, sanitaires et juridiques forts, le développement du pays n'est pas possible.

Pourquoi la fuite des cerveaux ?

Jérôme Habonimana, enseignant-chercheur de niveau Master en Sciences Economiques et de Gestion explique les causes de cette situation.

Selon lui, les salaires perçus par les fonctionnaires sont dérisoires et non compétitifs au regard du coût de la vie et des efforts fournis par rapport aux autres fonctionnaires de la sous-région. Cette disparité salariale est l'une des causes principales du départ des fonctionnaires vers des pays de la sous région ou même l'Europe.

Il laisse entendre que la majorité des fonctionnaires tels que les enseignants, les prestataires de soins, etc ont des salaires jugés trop faibles pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ils ne peuvent pas couvrir toutes les charges telles que le loyer, la nourriture, le transport, les soins de santé, la scolarité des enfants, le social ..,etc.

Les prix des biens de première nécessité augmentent de temps en temps. Ce qui provoque une forte inflation monétaire. Le pouvoir d'achat s'effrite de plus en plus.

Selon lui, les fonctionnaires abandonnent alors leurs métiers pour des offres plus rémunératrices à l'étranger, car à l'impossible nul n'est tenu.

De plus, il y a très peu d'opportunités qui permettent aux fonctionnaires d'évoluer dans leur carrière (promotions, spécialisations, formations continues). Il s'observe peu d'initiatives mises en place par l'Etat pour inciter les fonctionnaires à rester dans le secteur public.

La fuite des fonctionnaires (départs vers l'étranger) s'explique aussi par un arsenal de facteurs microéconomiques, macroéconomiques et institutionnels, précise Habonimana.

Il s'observe une différence significative de rémunération au niveau des salaires entre les secteurs public et privé. Selon lui, ceux qui prestent dans le secteur privé sont mieux payés par rapport à ceux du secteur public. Et d'ajouter à cela la faible indexation de la rémunération au taux d'inflation et l'absence de rémunération liée à la performance.

La fuite des cerveaux et ses conséquences

Habonimana fait remarquer que la fuite des fonctionnaires génère des effets à court, moyen et long terme sur les finances publiques et la performance économique. Le pays

perd l'investissement en capital humain.

Il explique que l'Etat finance la formation initiale et continue des fonctionnaires. Il engage des fonds pour le recrutement, la formation et le temps d'adaptation. Pour cela,

le départ des fonctionnaires représente une perte sèche de l'investissement public pour le pays. La perte de l'expertise augmente et les retards dans la mise en œuvre des projets s'intensifient.

Quid des pistes de solution ?

Selon Habonimana, voici quelques pistes de solution pour freiner cette hémorragie. Il s'agit entre autres d'améliorer les conditions

économiques des fonctionnaires à travers la revalorisation salariale progressive, l'ajustement des salaires en fonction du coût de la vie, l'introduction des primes de performance et d'ancienneté et la mise en place d'un mécanisme d'indexation des salaires au taux d'inflation.

Accorder des avantages sociaux concrets, une assurance santé efficace et une retraite sécurisée et crédible aux fonctionnaires est une nécessité.

De surcroît, Habonimana confie que le fait de fournir des outils et équipements nécessaires aux fonctionnaires (notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation), la réduction de la surcharge au travail, le fait de garantir un environnement professionnel respectueux et stable s'avèrent nécessaire pour inverser la tendance.

Et d'ajouter la mise en place des programmes de formation continue et les possibilités d'évolution professionnelle claires en faveur des fonctionnaires. Selon lui, une personne est motivée à rester dans son pays, lorsqu'elle entrevoit un avenir professionnel possible dans son pays.

De plus, la création d'une stabilité macro-économique est l'une des autres pistes de solution à la fuite des cerveaux, éclaire-t-il. Sans stabilité monétaire, aucune autre mesure isolée ne tiendra.

Notons qu'une collaboration avec des partenaires comme la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, etc peut aider à financer des réformes structurelles dans l'objectif de freiner la fuite des cerveaux.

Jean Marie Vianney Niyongabo



C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Février 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2954	3002
Euro	3489	3545
Shi. Kenyan	22.9056	23.2751
Shi. Tanzanien	1.1578	1.1765
Shi. Ougandais	0.8208	0.8340
Fr Rwandais	2.0239	2.0565

La crise silencieuse des enseignants s’aggrave, leur départ inquiète

La situation des enseignants devient de plus en plus préoccupante. Après la sortie médiatique du ministre en charge de l’éducation, François Havyarimana révélant que 1800 enseignants des cycles fondamental et post-fondamental ont déjà quitté leur poste, les réactions ne se sont pas fait attendre. Du côté syndical, le ton est grave : le malaise est profond et risque d’affecter durablement la qualité de l’enseignement au Burundi.



Antoine Manuma, président de la Fédération nationale des syndicats du secteur de l’enseignement et de l’éducation au Burundi (FNASEEB), demande que les enseignants soient mieux traités afin d’éviter qu’ils ne partent ailleurs, ce qui nuit davantage à la qualité de l’éducation des élèves.

Dans une interview accordée au journal Burundi Eco le 23 février 2026, Antoine Manuma, président de la Fédération nationale des syndicats du secteur de l’enseignement et de l’éducation au Burundi (FNASEEB), estime que ces départs massifs traduisent un décrochage moral des enseignants vis-à-vis de leur profession. Selon lui, beaucoup d’entre eux ne se reconnaissent plus dans leur métier, faute de conditions de vie décentes. « Ceux qui restent le font par contrainte plus que par conviction », résume-t-il en substance.

Le ministre François Havyarimana avait pourtant appelé les enseignants à demeurer à leur poste, soulignant que leur contribution au savoir est « précieuse et irremplaçable ». Il a également reconnu que le remplacement d’un enseignant démissionnaire prend du temps et peut perturber

le fonctionnement normal des établissements scolaires. Mais dans le même temps, il a été clair : aucune augmentation salariale n’est prévue pour le moment, le gouvernement étant engagé dans une politique d’harmonisation des salaires dans la fonction publique.

Pour la FNASEEB, cette position ne fait qu’accroître le découragement. Le coût de la vie augmente, tandis que les salaires stagnent. « Le fonctionnaire avance d’un pas et recule de deux », déplore M. Manuma évoquant une perte

continue du pouvoir d’achat. Il estime que remplacer les enseignants démissionnaires par de nouvelles recrues ne constitue pas une solution durable. Les nouveaux engagés, confrontés aux mêmes difficultés économiques, risquent à leur tour de quitter la profession dès qu’une opportunité plus avantageuse se présente.

Du côté gouvernemental, l’argument principal reste d’ordre budgétaire. Le ministre explique que l’augmentation des salaires n’est pas envisageable dans l’immédiat

et qu’il faut d’abord accroître la production nationale afin de générer davantage de ressources. Il assure toutefois que si les moyens deviennent disponibles, rien n’empêchera une revalorisation salariale, tant pour les enseignants que pour les autres fonctionnaires.

Cette crise ralentira l’atteinte de la vision du Burundi

Cette prise de position du ministre en charge de l’éducation intervient

alors que le chef de l’Etat a récemment annoncé le début d’une exploitation accrue des ressources minières du pays, laissant espérer une amélioration des recettes publiques. Pour les syndicats des enseignants, le secteur de l’éducation devrait figurer parmi les priorités dans l’affectation de ces nouvelles ressources, au regard de son rôle stratégique dans la Vision du Burundi 2040-2060. « L’éducation est le socle de l’avenir », rappelle M. Manuma, soulignant que le pays ne pourra atteindre ses ambitions sans enseignants motivés et stables.

Le ministre avance par ailleurs qu’une partie des démissions s’explique par l’ouverture de certains pays étrangers au recrutement des Burundais. Face à des perspectives salariales plus attractives à l’extérieur, de nombreux enseignants choisissent de tenter leur chance ailleurs. Pour lui, ces départs offrent également des opportunités d’emploi à d’autres diplômés en attente d’affectation.

Cependant, pour les syndicats, cette lecture est réductrice. Le problème ne réside pas seulement dans la mobilité internationale, mais aussi dans les conditions locales qui poussent les enseignants à partir. Sans amélioration concrète de leur situation socio-économique, prévient le président de FNASEEB, l’exode risque de se poursuivre.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Les salaires dérisoires des enseignants, la raison de leur mécontentement

Les enseignants indiquent que la raison principale pour laquelle ils sont en train d’abandonner leur métier est qu’ils vivent dans des conditions déplorables suite à la cherté de la vie qui s’observe actuellement. Les salaires qu’ils perçoivent restent dérisoires. Ils demandent à l’Etat de penser à l’amélioration de leurs conditions de vie pour stopper cette hémorragie.



Les enseignants demandent alors au gouvernement de penser à l’amélioration des conditions de vie des fonctionnaires pour prévenir la fuite des cerveaux.

Les salaires que nous percevons mensuellement ne nous permettent pas de joindre les deux bouts du mois, s’inquiètent les enseignants qui se sont entretenus avec Burundi Eco mardi le 24 février 2026.

Je perçois un salaire brut de 647 000 FBu par mois avec 23 ans de service, déplore un enseignant du lycée communal de Mwaro. Avec des crédits qu’il a contractés ici et là, il fait savoir qu’il perçoit directement un montant de 312 000 FBu.

Avec ce montant, cet enseignant indique qu’il est difficile de prendre en charge sa famille composée de sept personnes, car le coût de la vie est élevé.

Un autre enseignant affecté dans une des écoles de la commune Rumonge abonde dans le même sens. Il touche un salaire mensuel de 480 000 FBu avec 13 ans de service. Il précise que sa famille se trouve dans des conditions critiques, car il ne parvient pas à satisfaire ses besoins.

Auparavant, il vivait dans une maison de 2 chambres et un salon doté d’une douche et d’une toilette. Il la payait 250 000 FBu, mais son coût a doublé voire triplé actuellement.

La cherté de la vie, un casse-tête

Actuellement, il précise qu’il habite dans une maison d’une seule chambre et un salon parce qu’il ne peut pas louer une maison de deux chambres avec son maigre salaire. « Quelquefois, je manque d’argent

pour nourrir ma famille. Dans ce cas, nous dormons ventre creux », explique-t-il.

Un autre qui preste à l’ITABU Gihanga argue qu’il ne peut plus prendre en charge sa famille suite au maigre salaire qu’il perçoit. Avec 12 ans de service, il touche un salaire brut de 315 000 FBu par mois.

Il contracte toujours des dettes auprès des institutions de microfinance pour survivre. A la fin du mois, je touche moins de 100 000 FBu, s’inquiète-t-il. Cette

situation ne lui permet même pas de se présenter régulièrement au travail suite au manque du ticket de transport.

Les dépenses dépassent de loin les revenus

Ces enseignants indiquent que cette situation fait que ceux qui trouvent les moyens pour se payer un ticket d’avion choisissent de quitter le pays pour voir comment ils peuvent améliorer leurs conditions de vie à l’étranger.

« Nous sommes toujours dans le négatif, car les dépenses que nous engageons dépassent de loin nos revenus. Nous sommes confrontés aux crédits de consommation interminables. Le lobbying lié au système de liquidation du crédit en cours pour contracter un autre s’est taillé la part du lion », se lamente-t-il.

Le gouvernement a aggravé la situation

Ils déplorent que le gouvernement a jeté de l’huile sur le feu lorsque le ministre en charge de l’éducation a dit qu’on ne compte pas revoir à la hausse leurs salaires.

Ils disent qu’en principe l’Etat devrait ajuster les salaires des fonctionnaires en fonction du niveau de l’inflation.

Pourtant, ils déplorent le fait que les salaires restent statiques au moment où la vie devient de plus en plus chère.

Ils informent qu’un enseignant digne de son nom qui preste comme il faut n’a pas de temps pour se débrouiller ici et là en vue d’améliorer ses conditions de vie, car son agenda est très chargé.

Il doit préparer les leçons, les dispenser, interroger les apprenants et corriger les copies.

Les enseignants demandent alors au gouvernement de penser à l’amélioration des conditions de vie des fonctionnaires pour prévenir la fuite des cerveaux.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Inflation et perspectives économiques

La Banque centrale amorce un tournant au quatrième trimestre 2025

La Banque République du Burundi (BRB) a présenté, le 26 février 2026, son rapport de politique monétaire du quatrième trimestre 2025. Exposé par Georges Ntangorane, directeur des études économiques, des statistiques et de la coopération, ce document dresse un tableau contrasté de l'économie burundaise : une inflation en net recul mais encore élevée, une croissance en légère amélioration, un déficit commercial persistant et un secteur bancaire globalement solide, quoique confronté à certains signaux de vulnérabilité. Dans ce contexte, la BRB a décidé d'assouplir sa politique monétaire en abaissant son taux directeur, une mesure destinée à soutenir l'activité économique.



Selon Georges Ntangorane, directeur des études économiques, des statistiques et de la coopération à la Banque centrale, la production de café vert a fortement chuté au quatrième trimestre 2025, s'établissant à 2 132,3 tonnes contre 5 860,9 tonnes au trimestre précédent.

Le Burundi, bien que toujours confronté à une inflation élevée, a connu une décline significative. Le taux est passé de 34,2 % au troisième trimestre à 21,7 % au quatrième trimestre 2025. Cette baisse marque une inflexion importante après plusieurs mois de forte volatilité des prix.

L'inflation alimentaire est passée de 33,7 % à 18,4 %, tandis que l'inflation non alimentaire a reculé de 38,6 % à 26,6%. L'inflation sous-jacente a également diminué, passant de 40,3 % à 29,3%. Pour le premier trimestre 2026, les perspectives indiquent un ralentissement plus marqué encore. L'inflation globale est attendue à 11,3%. L'inflation alimentaire pourrait descendre à 5,9%, l'inflation sous-jacente à 16,4% et l'inflation énergétique à 15,3%. Selon la Banque centrale, cette évolution favorable s'explique par le resserrement monétaire opéré précédemment ainsi que par une atténuation des pressions sur le marché des changes.

Au niveau régional, les pays membres de l'East African Community (EAC) ont connu un recul généralisé des pressions inflationnistes au quatrième trimestre 2025. Les taux d'inflation

sont restés globalement en dessous de l'objectif communautaire fixé à 8 %. Au Rwanda, l'inflation est passée de 6,6 % au trimestre précédent à 4,8 %. En Ouganda, elle s'est établie à 3,2 %, contre 3,9 % auparavant. Le Kenya a enregistré un taux de 4,5 %, quasiment stable par rapport aux 4,4 % du trimestre précédent, tandis que la Tanzanie a affiché 3,5 %, contre 3,4 % précédemment.

Dans ce contexte de désinflation régionale, la plupart des banques centrales de l'EAC ont maintenu leurs taux directeurs inchangés. Le Rwanda a conservé son taux à 6,75 %, l'Ouganda à 9,75 % et la Tanzanie à 5,75 %. Au Kenya, en revanche, la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 9,50 % à 9,00%, soit une réduction de 50 points de base, afin de stimuler le crédit et soutenir l'activité économique.

Le Burundi a adopté une posture similaire. A partir du 26 février 2026, la BRB a réduit son taux directeur de 12 % à 10 %. Cette décision traduit la volonté de l'autorité monétaire d'accompagner la reprise économique tout en tenant compte de la décélération de l'inflation.

Une conjoncture nationale contrastée

Sur le plan interne, les indicateurs de production révèlent des dynamiques sectorielles divergentes. La production de café vert a fortement chuté au quatrième trimestre 2025, s'établissant à 2 132,3 tonnes contre 5 860,9 tonnes au trimestre précédent. Cette baisse s'explique principalement par la cyclicité naturelle de la filière caféière, caractérisée par des alternances de bonnes et de faibles récoltes.

En revanche, la production de thé sec est restée stable, atteignant 1 731,2 tonnes, un niveau proche de celui enregistré au quatrième trimestre 2024. L'indice de la production industrielle a reculé de 2,7 % en raison notamment d'une forte baisse des industries chimiques (-30,9 %), particulièrement dans la fabrication des savons de ménage. Ce recul industriel contraste avec les perspectives macroéconomiques globalement positives.

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique de novembre 2025, la croissance économique du Burundi est estimée à 4,6%

pour l'année 2025 contre 4,1% en 2024. Cette amélioration serait principalement soutenue par une accélération notable du secteur secondaire, dont la croissance atteindrait 8,7% contre seulement 1,7% l'année précédente.

En revanche, les secteurs primaire et tertiaire ont connu un léger ralentissement. Le secteur primaire devrait enregistrer une croissance de 2,1%, contre 2,6 % en 2024, tandis que le secteur tertiaire progresserait de 5,2%, en retrait par rapport aux 6,3% de l'année précédente.

Pour 2026, la croissance est projetée à 4,8 %. Elle serait portée principalement par un redressement du secteur primaire (3,7 % contre 3,1 % en 2024) et une amélioration du secteur secondaire (3,8 %). Le secteur tertiaire, en revanche, connaîtrait une légère décélération à 5,2 %.

Un déficit commercial structurel

Malgré une progression des exportations, la balance commerciale demeure marquée par un déséquilibre structurel important. Au quatrième trimestre 2025, le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 28,5%, traduisant un écart persistant entre les flux d'exportations et d'importations. Les exportations totales ont augmenté de 18,9 % en glissement annuel et de 16,7 % en glissement trimestriel. Cette performance s'explique principalement par la hausse des exportations de café, qui ont généré environ 45 milliards de francs burundais.

Les importations ont également progressé, de 14% en glissement annuel. Cette hausse est surtout attribuée à l'augmentation des importations de produits pétroliers (+72,9%) et de biens de consommation alimentaire (+24,1%). En revanche, les importations d'intrants agricoles ont chuté de manière significative (-60,3%). Ce qui pourrait avoir des implications sur la production agricole future.

Amélioration relative des réserves en devises et une dette publique en hausse

Les avoirs en devises des banques commerciales se sont établis à 124,1

millions de dollars américains à fin décembre 2025, en hausse de 6,8 % sur le trimestre, mais en baisse de 14,6 % sur un an. Les réserves officielles de la BRB ont atteint 216,1 millions de dollars, enregistrant une progression de 34,3 % sur le trimestre et de 13 % sur un an. La couverture des importations de biens et services par ces réserves s'est améliorée, passant de 1,6 mois à fin décembre 2024 à 2,06 mois à fin décembre 2025. Bien que cette évolution soit positive, le niveau reste relativement modeste au regard des standards internationaux.

La dette publique totale a progressé de 12,9% sur un an pour atteindre 8 083 milliards de francs burundais à fin décembre 2025. Elle représente 45,5% du produit intérieur brut. La dette intérieure constitue 76,2% de l'encours total, soit 6 163,3 milliards de francs burundais, en hausse de 16,5 %. Près de la moitié de cette dette intérieure est composée d'avances de la Banque centrale. La dette extérieure, quant à elle, s'est établie à 1 920,5 milliards de francs burundais, en augmentation de 2,5% sur un an.

Taux d'intérêt et dynamique bancaire

Le taux moyen interbancaire a poursuivi sa tendance haussière au quatrième trimestre 2025, atteignant 7,99 % contre 6,87 % au trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen débiteur s'est établi à 14,39 %, en hausse par rapport aux 13,70 % enregistrés un an plus tôt. À l'inverse, le taux moyen créditeur a reculé pour s'établir à 7,15 % à fin décembre 2025.

Le secteur bancaire affiche une expansion notable de son bilan. Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 25,9% sur un an pour atteindre 6 574,9 milliards de francs burundais. Les crédits à la clientèle ont progressé de 25,4%, atteignant 5 799,2 milliards de BIF. Les investissements en bons et obligations ont également augmenté de 23,1%. Cependant, les prêts non performants ont enregistré une hausse préoccupante: +14,3% sur un an et +39,8% sur le trimestre, atteignant 239,4 milliards de francs burundais. Le taux de détérioration du portefeuille s'élève désormais à 4,1%, contre 3,7% un an auparavant.

Le ratio de solvabilité du secteur bancaire a légèrement diminué, passant de 18,7% à fin décembre 2024 à 17,9% à fin décembre 2025 tout en restant au-dessus du minimum réglementaire fixé à 14,5%.

Le rapport du quatrième trimestre 2025 met en lumière une économie burundaise en transition. Si les déséquilibres structurels persistent, notamment au niveau commercial et budgétaire, plusieurs indicateurs témoignent d'une amélioration progressive : ralentissement de l'inflation, croissance modérée mais stable, renforcement relatif des réserves en devises et expansion du crédit bancaire. Différents observateurs estiment que la décision de la BRB d'abaisser son taux directeur traduit une volonté d'accompagner cette dynamique sans compromettre la stabilité macroéconomique. Les prochains mois seront déterminants pour confirmer si cette inflexion marque le début d'une phase de stabilisation durable ou simplement une accalmie dans un environnement encore fragile.

Gilbert Nkurunziza



Pas mal d'intervenants dans le secteur des finances ont été invités pour suivre différents exposés en rapport avec la politique monétaire.

Exportation des minerais

La transparence progresse, mais des questions persistent sur les recettes

Depuis plusieurs mois, le gouvernement burundais affiche sa volonté d'instaurer plus de transparence dans l'exploitation et l'exportation des minerais. Des cargaisons sont désormais rendues publiques avant leur départ. Si cette démarche se veut rassurante, la question des revenus réellement générés et rapatriés continue d'alimenter le débat.

Un changement notable s'observe dans le secteur minier burundais. Après de nombreuses critiques liées à l'opacité qui entourait l'exploitation et la commercialisation des minerais, les autorités affirment avoir amorcé un tournant vers plus de transparence. Le chef de l'Etat avait à plusieurs reprises exprimé son soutien à cette orientation, insistant sur la nécessité d'assainir et d'organiser le secteur.

Concrètement, les camions chargés de minerais sont désormais présentés au public avant de quitter le territoire national. L'objectif affiché est de permettre à l'opinion de constater les volumes exportés et de renforcer la confiance autour de cette filière stratégique pour l'économie du pays.

A titre d'exemple, mardi le 24 février 2026, le ministre en charge de l'énergie et des mines, Dr Hassan Kibeya, a procédé à l'expédition d'un nouveau lot de minerais vers l'étranger. Au total, 650 tonnes ont été exportées vers la Chine. L'opération concernait 25 camions chargés principalement de lithium et de titane, deux minerais stratégiques sur le marché international. Selon le ministre Kibeya, cette exportation s'inscrit dans la continuité d'un processus engagé depuis plusieurs mois.

« Les activités n'ont jamais cessé », assure le ministre

Lors de cette opération, le ministre Kibeya a tenu à clarifier la situation concernant le rythme des exportations. « Nous poursuivons l'activité d'exportation publique des minerais. Cela faisait environ un mois que nous n'avions pas exporté car, en début d'année, les activités d'exportation semblent ralentir un peu partout dans le monde. Mais les Burundais doivent savoir que les activités n'étaient pas arrêtées. Nous avons continué à travailler », a-t-il déclaré.

L'affichage public des cargaisons vise ainsi à démontrer que l'Etat garde le contrôle sur la chaîne d'exportation et que les opérations



Le gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB), Edouard Normand Bigendako, affirme que l'exportation des minerais génère des recettes de plusieurs millions de dollars américains pour le pays.

se déroulent dans un cadre institutionnel formel. Toutefois, au-delà de la communication autour des départs de camions, une autre préoccupation demeure : combien ces exportations rapportent-elles réellement au pays ?

Plus de 35 millions USD générés d'exportations des minerais au 4e trimestre 2025

Des éléments de réponse ont été fournis par le gouverneur de

la Banque de la République du Burundi (BRB), Edouard Normand Bigendako, lors de la déclaration de la politique monétaire jeudi le 26 février 2026 à Bujumbura. Selon les chiffres communiqués, au cours du quatrième trimestre 2025, les exportations d'or ont atteint 200,04 kg, pour une valeur de 27,842 millions de dollars américains. Les autres minerais exportés ont totalisé 956,14 tonnes, représentant une valeur de 7,353 millions de USD. Au total, ces exportations minières ont donc généré plus de 35 millions de dollars américains sur la période considérée.

Toutefois, toutes les recettes n'ont pas encore été rapatriées. D'après le gouverneur de la BRB, les montants déjà rapatriés s'élèvent à 6,205 millions de dollars américains, soit 84,4 % des recettes attendues pour la période concernée.

Ces chiffres apportent un éclairage partiel sur la contribution réelle du secteur minier à l'économie nationale. Si la volonté de transparence semble affichée, la population et les observateurs économiques attendent désormais des données régulières, détaillées et vérifiables afin d'évaluer l'impact concret de ces exportations sur les finances publiques et le développement du pays.

Gilbert Nkurunziza

SOCIETE

ONU Femmes

270 000 USD pour soutenir 10 000 victimes de la crise en RDC et des inondations restent insuffisants

Un projet dont l'objectif est de répondre aux besoins urgents en matière de protection et de moyens de subsistance de 10 000 personnes déplacées par la crise en République démocratique du Congo et les inondations au Burundi vient d'être lancé par l'ONU Femmes au Burundi sous le financement du gouvernement japonais à hauteur de près de 270 000 USD. Le gouvernement du Burundi s'en réjouit. Pourtant, cet appui reste insuffisant au regard des besoins nécessaires, car le pays enregistre plus de 100 000 réfugiés et fait partie des 20 premiers pays exposés aux effets du changement climatique.



Clara Anyangwe, la représentante résidente de l'ONU Femmes au Burundi, ce projet va prioriser les femmes à 80% et les filles à 20%, car ce sont elles qui sont les plus exposées à la crise qui sévit en RDC et les inondations qui ont frappé le Burundi.

massif des réfugiés congolais et les déplacements internes liés aux inondations. De plus, elle se réjouit du fait que cet appui vient à point nommé, car il constitue une réponse rapide à l'appel lancé par le Gouvernement du Burundi en décembre 2025. Elle salue également le leadership du gouvernement du Burundi qui a pu mobiliser les partenaires autour d'une réponse coordonnée et centrée sur la protection des plus vulnérables.

ONU Femmes prête à assurer la mise en œuvre de cette initiative de façon efficace

Selon elle, ONU Femmes s'engage à assurer une mise en œuvre rigoureuse, transparente et efficace de cette initiative et cela en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi et les autres partenaires au profit de l'amélioration des conditions de vie de nos bénéficiaires.

Anyangwe demande à d'autres partenaires techniques et financiers

de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des victimes de la crise qui s'observe en RDC et des inondations au Burundi, car les besoins sont énormes. On compte déjà plus de 100 000 réfugiés congolais au Burundi.

La Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burundi, Mme Violet Kakyomya se réjouit du leadership constant et de l'engagement du gouvernement du Burundi dans la coordination de la réponse humanitaire.

Dans un contexte régional complexe, elle a fait savoir que le Burundi continue à faire preuve d'un esprit de solidarité et d'ouverture remarquable, tout en œuvrant à préserver la cohésion sociale et la stabilité nationale. Pour cela, elle a affirmé que le Système des Nations Unies demeure alors pleinement engagé à accompagner ces efforts.

ONU Femmes remercie le bailleur de fonds

Kakyomya remercie le

Gouvernement Japonais pour son soutien rapide et significatif à cette initiative. Selon elle, cet appui traduit une vision claire : celle d'une sécurité humaine fondée sur la protection, la dignité et la résilience des populations les plus vulnérables.

Selon elle, le contexte humanitaire actuel s'inscrit dans une dynamique régionale marquée par des déplacements transfrontaliers combinés aux effets croissants des aléas climatiques. Et cette double pression met à l'épreuve les capacités d'accueil, les infrastructures sociales et les mécanismes de protection notamment dans les zones les plus affectées.

Les femmes et les filles plus exposées

Dans ce contexte, elle a indiqué que les femmes et les filles se trouvent souvent en première ligne. Elles sont exposées à des risques accrus de violences, d'exclusion économique et de vulnérabilité sociale. Mais, elles sont aussi et surtout des actrices essentielles de la résilience communautaire.

Selon elle, investir alors dans leur protection et leur autonomisation n'est pas seulement une réponse humanitaire. C'est un choix stratégique pour la stabilité durable.

Ce projet contribuera à renforcer la protection, la cohésion sociale et les moyens de subsistance dans les zones concernées, argue-t-elle. Il illustre l'importance d'une approche intégrée, reliant assistance d'urgence, autonomisation économique et consolidation de la paix.

Elle félicite ONU Femmes pour

avoir concouru avec succès à ce processus de sélection. Cela démontre la qualité de son expertise et la pertinence de son approche humanitaire sensible au genre.

Des besoins encore considérables

Malgré ces avancées, Kakyomya a fait remarquer que les besoins humanitaires demeurent considérables. Les plans de réponse restent insuffisamment financés et les pressions sur les communautés d'accueil persistent.

C'est pourquoi elle appelle à un engagement international renforcé, car soutenir la résilience des communautés, prévenir les tensions et protéger les femmes et les filles constitue un investissement stratégique pour la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs..

Le Système des Nations Unies poursuivra ses efforts de coordination, de plaidoyer et de mobilisation, en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi et l'ensemble des partenaires.

L'ambassadeur du Japon au Burundi S. E. M Isao Fukushima indique que le budget alloué à ce projet est estimé à 270 000 USD. Il promet de continuer à soutenir le Burundi dans sa vision d'un pays émergent en 2040 et développé en 2060.

Notons que le gouvernement du Burundi se réjouit de l'appui du gouvernement du Japon à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés congolais. Il demande à l'ONU Femmes de bien le mettre en œuvre.

Jean Marie Vianney Niyongabo



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

